

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 3 AVRIL 1979 - N° 8871

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Merlebach : mort d'un jeune mineur

Il avait 19 ans. Il est mort, noyé à cause de la rupture d'un barrage de remblayage hydraulique, à 826 mètres de profondeur au puits Reumaux à Merlebach. L'un de ses camarades a été gravement blessé.

Décidément, la fatalité est bien souvent à la tâche ! Fatalité qui avait déjà tué deux mineurs le 5 décembre dernier dans les Houillères de Lorraine. Est-ce aussi la fatalité qui fait attendre encore aujourd'hui le procès de l'accident qui avait assassiné 16 mineurs, au puits 5, le 30 septembre 1976 ?

Chirac-Barre : échange de mots

Aux assises du RPR, Chirac a vivement critiqué la politique économique et sociale du gouvernement, oubliant sans doute qu'il avait mené la même politique quand il était premier ministre. Puis, comme d'habitude, après avoir fait vibrer ses militants contre Giscard et Barre, il a rappelé qu'il ne renverserait pas le gouvernement.

Pour Barre, ces propos relèvent de « l'enflure ». Il est vrai qu'ils contiennent beaucoup de vent.

Lire en page 8

Bagdad : accord pour l'isolement de l'Egypte

Lire en page 7

Iran : la république islamique est proclamée

Lire en page 8

NUCLEAIRE L'ACCIDENT ETAIT IMPOSSIBLE

Incertitudes à la centrale nucléaire de Three Mile Island

Ce sont maintenant près de 50 000 personnes, vivant dans le rayon le plus proche de la centrale nucléaire de Harrisburg (dans une limite de sept kilomètres) qui ont quitté la zone menacée. Un million d'autres continuent à demeurer sur place, dans un rayon de 35 kilomètres. Les déclarations des experts au sujet de l'état interne de la centrale restent

contradictoires : tandis qu'un représentant du NRC (organisme officiel) déclarait que la bulle de gaz qui bloque le circuit de refroidissement était toujours en place, un porte-parole des propriétaires de la centrale prétendait qu'elle commençait à diminuer.

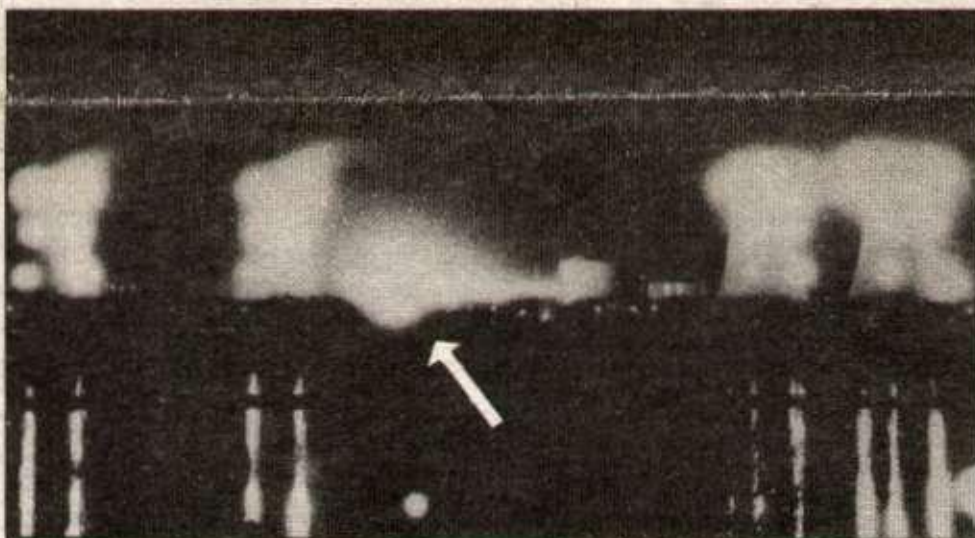


Photo faite avec un film infra-rouge montrant les émissions radio-actives émanant de la centrale. Le réacteur défaillant n° 2 est la zone brillante à droite de la seconde tour à partir de la gauche.

On n'avait, à l'heure où nous mettons sous presse, aucune information précise sur les résultats de la mission du robot envoyé à l'intérieur de la centrale. Mais on sait que la partie électronique de ces engins est précisément très sensible aux fortes irradiations, et pourrait se trouver rapidement endommagée. Il serait alors pratiquement impossible de faire entrer un second robot, l'entrée du premier ayant nécessité l'ouverture d'un sas qui se trouve de ce fait contaminé.

Cependant, aux Etats-Unis, les différents politiciens ont commencé à multiplier les prises de position. Carter, se réclamant d'une certaine expérience en la matière, a fait un petit tour rapide d'un quart d'heure sur place, lançant au passage un appel au calme. De son côté, le gouverneur de Californie, dont on sait qu'il postule à la présidence des Etats-Unis, a décidé la fermeture provisoire d'une centrale de même modèle située sur le territoire de son Etat.

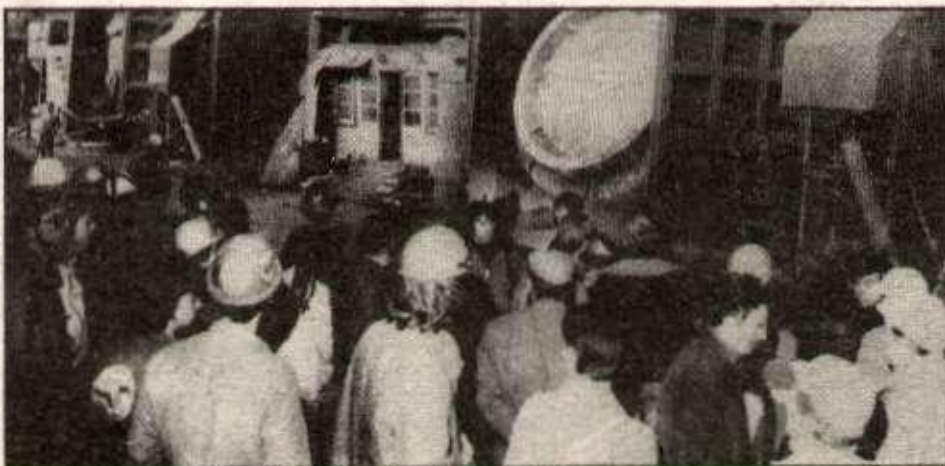
En Allemagne, à Hanovre, ce week-end a vu cependant la plus grande manifestation anti-nucléaire qui se soit jamais tenue dans le pays. 50 000 personnes sont en effet venues apporter leur soutien aux paysans de Gorleben, qui refusent l'installation sur leur territoire d'une usine de stockage de déchets. Les manifestants proclamaient notamment : « Nous ne voulons pas de Harrisburg chez nous ! »

En France, le premier ministre, appliquant la méthode Coué au nucléaire comme à l'économie, a prétendu au Club de la Presse que cet événement était « considérable plus par ses retombées psychologiques que par ses aspects techniques ». Il a confirmé que le gouvernement poursuivait tel quel le programme nucléaire, car « la France ne peut se passer » de cette énergie !

Lire notre dossier
en page 5

SIDERURGIE

- A Denain, journées portes ouvertes : un succès
- La mobilisation pour le 6 avril



Lire en page 3

LA COMMUNE DE 1871, OU L'INITIATIVE AU PEUPLE

L'une des réalités les plus remarquables de la Commune de 1871 est l'importance qu'y eut la participation des femmes. La légende a retenu les noms de Louise Michel, «la vierge rouge», de la «générale» Eudes, héroïne romantique de la Révolution avec ses pistolets et ses belles robes

(réquisitionnées). Les réactionnaires n'ont voulu que se souvenir des «pétroleuses» qui incendièrent Paris. C'est oublier qu'en 1871 les femmes prirent des initiatives de masse et que leur combat s'inscrit dans les mouvements féministes et socialistes.

Les femmes féministes et socialistes se rejoignent sous l'empire

A la fin du second Empire, le mouvement féministe, au travers des réunions publiques et des associations ouvrières, se rapproche du socialisme avec des militantes comme Paule Minck, Léodille Champseix dite Andrée Léo, Verduré Ranvier, Piré, Désiré, pour ne citer qu'elles. Avec d'autres oratrices, comme la républicaine Maria Deraismes, elles traitent de toutes les questions concernant les femmes (que le développement capitaliste prolétarise). Celles-ci quittent «la niche à Madone», où l'on voulait les reléguer, pour venir dans les salles réclamer l'égalité de tous les droits, formant souvent 1/5 de l'assistance.

Puis en 1869, les ouvrières ovalistes de Lyon s'illustrent par une grève exemplaire, précédant les femmes du Creusot de 1870, qui vont jusqu'à s'affronter avec les gendarmes pour soutenir mineurs et sidérurgistes.

Les femmes, patriotes sous le siège de Paris

La guerre franco-prussienne ayant éclaté, les femmes de Paris s'engagent dans la lutte patriotique. Sans doute sont-elles parfois plus motivées que les hommes car, n'étant pas enrôlées dans la garde nationale, elles ne touchent pas les fameux trente sous quotidiens, mais la moitié si elles sont mariées. En outre elles subissent le froid dans les queues interminables pour avoir quelques subsistances. Leurs enfants meurent par milliers. Très tôt toutes les femmes se mettent en relief par leur participation à la vie publique (la clubiste Dulimbert rédige dès novembre *Le moniteur des citoyennes*) et la combativité de leurs organisations. Il y a la très bourgeoise «Société de secours pour les victimes de la guerre», le groupe formé à partir de Montmartre, autour de Louise Michel et Andrée Léo, enfin, le grand «comité des femmes de la rue d'Arras» dit «Société de la Commune sociale» dont les principes «Droit à l'éducation - droit au travail - droit à la protection sociale» ont été exposés dans les réunions publiques.

Ce comité, avec l'aide du futur communalard Jules Allix, qui regroupe 1 800 femmes, dont beaucoup font partie de l'Association internationale des travailleurs, se ramifie en 160 comités de quartiers et a comme but d'organiser des écoles et ateliers «communaux».

Les femmes, que les hommes avaient songé à éloigner des rigueurs militaires du siège, sont les plus ardentes à défendre la république. Le 22 septembre le groupe Louise Michel - Andrée Léo vient réclamer «d'aller aux remparts». Le comité de la rue d'Arras inscrit 300 de ses membres pour une légion de femmes. Dix bataillons de femmes : «Les amazones de la Seine» sont envisagées. Projet sans suite, mais cela n'empêcha pas les femmes des clubs rouges, de s'engager dans la lutte politique et sociale. Au lendemain de l'échec de l'insurrection du 31 octobre, elles tentent d'entraîner les hommes, drapeau rouge en



Louise Michel, la «générale» Eudes, et toutes les autres...

main, pour renverser le gouvernement. Elles occupent la rue : au premier rang durant les émeutes du froid de décembre 1870, elles sont sur la place de l'Hôtel de ville le 22 janvier 1871 lorsque la bourgeoisie fait tirer sur le peuple insurgé à la Bastille au moment des manifestations de février.

A Montmartre, en mars 1871, les femmes ont leur propre comité de vigilance : le 18 mars, elles jouent un rôle capital.

«Savez-vous, général Dombrowski, comment s'est faite la révolution du 18 mars ? Par les femmes». (Andrée Léo dans *La Sociale* du 8 mai 1871). Lissagaray, évoquant le 18 mars, écrit : «Les femmes partirent les premières». Tous les témoins soulignent ce fait. En cajolant les soldats, sur tous les points de Paris, les femmes les poussent à la fraternisation. Jusqu'à l'échec de la sortie d'avril, leur démarche restera conciliatrice.

Du pacifisme à la lutte pour «La Sociale»

Si elles tentent d'aller à Versailles, c'est toutes classes mêlées, pour «arrêter l'effusion de

sang». Elles n'ont pas de programme clair et plus d'organisations spécifiques. Andrée Léo, qui veut procéder pacifiquement à la «liquidation sociale», en supprimant «l'exploitation de l'homme par l'homme», ne signe pas ses articles dans «La Sociale» et ne souffle mot du problème des femmes.

Le 11 avril, le virage est pris. Par un article intitulé «toutes avec tous», elle invite les femmes à suivre l'exemple de Louise Michel et de la femme Rochebrune (dont le mari avait été tué à Buzenval le 19 janvier) qui se sont engagées dans la lutte armée et «font l'orgueil et l'admiration de leurs frères d'armes dont elles doublent l'ardeur». La Commune doit ouvrir trois registres : «Action armée, poste de secours aux blessés, fourneaux ambulants».

Le même jour, un groupe de citoyennes définit l'ennemi : «les privilégiés de l'ordre social actuel» et se réunit pour former l'«Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés», «organisation sérieuse parmi les citoyennes de Paris résolues à défendre la cause du peuple, la révolution et la commune», qui tiendra séance chaque soir dans les divers quartiers de Paris afin de regrouper les

femmes. Beaucoup de femmes du comité de la rue d'Arras du temps du siège le rejoignent. Ses statuts sont au point le 19 avril. Le 15 elles avaient demandé à la Commune des locaux dans chaque arrondissement. Le Comité central, dont le siège est mairie du X^e arrondissement, choisit sept de ses membres pour former la Commission exécutive.

On y remarque Elisabeth Dmitrieff qui connaît Marx, et Nathalie Lemel, ouvrière relieuse, amie de Varlin, fondatrice de la société d'alimentation «la Marmite». L'Union des femmes, qui est la section féminine de l'AIT, essaiera de mobiliser les travailleuses car elle veut «la guerre à outrance» ; mais, dans la mesure où elle recherche aussi «l'affranchissement du travailleur par lui-même», elle collaborera de plus en plus étroitement avec la commission du travail et de l'échange de la Commune afin d'organiser les femmes sur la base de chambres syndicales permettant des «associations productives libres fédérées». En attendant cette transformation radicale de la société, les travailleuses se font confier des travaux par le ministère des Travaux publics, où siègent, à la Commission du travail et de l'échange, les socialistes révolutionnaires qui les ont

engagées «à ne pas rester étrangères à la question si importante du travail». Solidaires des hommes dans leur lutte pour le socialisme, les femmes recensent elles aussi les ateliers ou boutiques abandonnés par les bourgeois. Omniprésentes dans tout ce qui concerne les questions d'éducation et d'instruction — professionnelles ou autres — elles multiplient expériences et projets pour une «éducation communale» et exigent qu'on leur confie les enfants en place des religieuses qu'elles veulent par ailleurs chasser des hôpitaux et des prisons.

Elles veulent tenir toute leur place

Les femmes n'hésitent pas à hausser le ton pour rappeler la Commune à ses devoirs économiques, sociaux et politiques. Dans le V^e arrondissement, les couturières dénoncent le fait que ce sont encore «les exploités qui détiennent le travail, comme au bon temps de la trahison nationale» ; les militantes de l'Union des travailleuses du XIII^e arrondissement menacent de démissionner si on ne les soutient pas davantage ; celles du comité de vigilance du XVIII^e, qui demandent à servir comme ambulancières depuis le 25 avril, font connaître, par Andrée Léo, leur déception. Cette dernière rappelle au général communalard Dombrowski que ce sont les femmes qui ont fait le 18 mars. Or à Neuilly, le 2 mai, il l'a repoussée ainsi que ses compagnes et elles y ont rencontré Louise Michel, sans fusil, confinée dans l'inaction. La femme sous la Commune, «n'aura fait que changer de confesseur» écrit amèrement Andrée Léo avant de dénoncer le confusionnisme qui entrave la Commune.

Oratrices de clubs

Les femmes n'entendent pas être exclues de la révolution. Elles envahissent littéralement les clubs populaires qui se multiplient en mai, en absorbent certains, affluent (club Nicolas, Saint-Sulpice), les transforment en clubs féminins : l'église Saint-Lambert devient le «club des citoyennes patriotes». Il y a parmi les oratrices qui montent à la tribune revolver à la ceinture, des personnalités : la grande Françoise, ancienne plieuse à *La Patrie* en *Danger* ; la matelassière ; la belle Polonoise Looïska Caweka, Lefèvre la blanchisseuse... des anciennes insurgées de 1848 telles Thérèse, Adèle Chignon, la mère Duchesne...

Les femmes des clubs sont généralement issues de la classe ouvrière. Les Versaillais, qui n'ont pas apprécié que les femmes se libèrent, les décriront comme des filles publiques et des mégères.

Que les femmes demandent dans les clubs «l'affranchissement complet de la femme», ou développent des propositions «tendant à affranchir le sexe faible du sexe fort» en votant le divorce, cela semblait ridicule aux réactionnaires ; mais qu'elles exigent des mesures toujours plus énergiques contre le clergé et les réfractaires, cela les épouvantait et ne correspondait pas à l'idée qu'ils se faisaient des femmes, forcément pacifistes à leurs yeux !

Samedi et dimanche, à Denain, les organisations syndicales invitaient à une journée portes ouvertes. Par la participation des travailleurs venus par milliers de tous les coins du Nord Pas-de-Calais, cette journée est un grand succès. «*Nous aurons dorénavant les coudées plus franches pour agir, nous serons mieux compris*» déclarait un délégué CFDT au soir de ces deux jours de mobilisation. Malheureusement l'énergie de tout le monde n'est pas uniquement concentrée sur la construction d'un meilleur rapport de force. La CGT notamment tente systématiquement de tout encadrer.

Des milliers et des milliers de travailleurs se pressaient samedi et dimanche aux portes d'Usinor-Denain. Ils répondaient ainsi favorablement à un appel qu'avait lancé la CFDT au lendemain de la marche sur Paris. La CGT, la CFTC et FO s'étaient ralliées à cette initiative.

«*Le matin ça allait*» nous dit un délégué de la CFDT, «*mais l'après-midi on est complètement débordé tant il y a de monde*». C'est un succès énorme. Trois secteurs sont visités. Naturellement, cette

fois-ci encore l'usine est en activité. «*J'ai reconnu des gars qui étaient venus le 21 et qui voulaient soit demander une information complémentaire, soit venir dire bonjour aux copains*», précise-t-il.

Mais si, comme le 21, l'organisation de cette journée portes ouvertes était une initiative de la CFDT locale, il y avait toutefois une grande différence. La dernière fois, la CGT avait soutenu du bout des lèvres, n'envoyant que quelques militants juste pour dire qu'ils y étaient. «*Cette fois-ci, dit Gilbert, c'était différent*». Ils étaient là en

BEAUCOUP DE MONDE POUR LES PORTES OUVERTES A DENAIN

sur nombre. Pendant deux jours ils ont suspendu banderoles et drapeaux, collé des autocollants, organisé des stands, le tout aux couleurs de la CGT. «*Pas de doute, la CGT voulait donner l'impression qu'elle avait l'initiative*».

Pourtant, si elle dispose d'un avantage incontestable puisqu'elle compte plus de militants que la CFDT, on est obligé de constater qu'il est quelquefois bizarrement utilisé.

Ainsi la CGT distribuait un tract dans lequel on pouvait lire le passage suivant : «*(...) Vous comprendrez ainsi la lutte que mènent travailleurs et syndicats, notamment la CGT, pour le maintien de la fonte et de l'acier à Denain, et la poursuite de la modernisation de certaines installations visant à améliorer les conditions de travail du personnel et par conséquent la productivité*» (souligné par nous) (...).

Au moment où la bourgeoisie licencie précisément pour accroître la productivité, la CGT fixe de curieux objectifs... Mais malheureusement, ce syndicat ne s'en tenait pas là. Les travailleurs pouvaient aussi lire des panneaux aux photos fort nombreuses qui tentaient de démontrer que les affrontements du vendredi 23 mars à Paris étaient exclusivement le fait de provocateurs, de flics, avec ou sans uniforme...

La CFDT pour sa part diffusait deux tracts : le premier tentait de montrer que l'usine est viable, que

Dunkerque n'a pas les moyens de faire face à la production qui lui est demandée «*ni aujourd'hui ni en 83*».

TOUT FAIRE POUR LE SUCCÈS DU 6

Dans un second tract, la CFDT rétablissait un certain nombre de vérité, que la CGT nie ouvertement, y compris à FR 3. La CFDT rappelait dans celui-ci qu'elle était à l'initiative des portes ouvertes du 21, du 31 et du 1^{er} avril et

qu'enfin c'est elle qui avait eu l'idée de la marche sur Dunkerque. Enfin, ce deuxième tract expliquait le sens de cette dernière initiative. C'est bien elle, en effet, qui va désormais concentrer toutes les énergies (voir communiqué).

De nouvelles rencontres étaient prévues pour ce lundi, afin de mobiliser le plus largement possible pour vendredi. Il a déjà fallu mener une bataille contre la CGT qui tentait de proposer que ce jour-là une délégation seulement se rende à Dunkerque... et

que les sidérurgistes restent à Denain avec tous les enrubanés tricolores. Maintenant, il semble acquis que ce sera un succès ; mais son ampleur dépendra aussi de la manière dont les travailleurs seront mobilisés. Une chose est cependant d'ores et déjà certaine : à partir du 6, plus personne n'aura rien à perdre. Comme le disaient des gars de Blagny (Sedan) à cette occasion là, la combativité peut faire un grand bond en avant.

F.M.

Usinor-Dunkerque : la direction recule

Levée du lock-out par la mobilisation des hauts fournistes

Depuis le 28 mars, les travailleurs du train à bande sont en grève pour : — une classe d'augmentation pour tous, — les effectifs complets.

Depuis plusieurs mois en effet, la direction ne renouvelle pas le personnel qui part (retraites, etc.).

Cette grève succède à celle des travailleurs de la cokerie il y a un mois. Rappelons qu'ils avaient obtenu des augmentations de classes et différentes primes.

Face à cela, la direction d'Usinor commence par lock-out le personnel du TAB le 29, puis remonte la

filière jusqu'au lock-out de l'usine, l'arme qu'elle a si souvent employée pour diviser les grévistes des autres secteurs.

Le 30 mars, la direction fait arrêter les hauts fourneaux 1 et 2 et veut mettre le personnel en lock-out.

Mais la riposte est immédiate : les hauts fourneaux du 1 et du 2 se rendent au 3, qui arrête le haut fourneau en solidarité.

Le 1, le 2, le 3 vont voir le 4 et tous ensemble ils vont voir la direction :

— ou bien elle retire le lock-out et paye les heures déjà lock-outées, ou bien les 4 hauts fourneaux se

mettent en grève...

Devant une telle détermination la direction cède intégralement, lève le lock-out et déclare que tout le monde sera payé. Cette victoire sur le lock-out, montre avec clarté à quel point le patronat a besoin de la production de Dunkerque. Ainsi, l'heure est à la lutte et la mobilisation des sidérurgistes a été renforcée par cette victoire.

Le 6, Denain et Longwy viennent à Dunkerque et cette mobilisation ne se démentira pas.

Correspondant Usinor-Dunkerque

Communiqué

Le 30 mars, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO et CGC du groupe Usinor, Chiers Châtillon, Neuves-Maisons se sont rencontrées pour décider d'appeler tous les travailleurs à des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures le 6 avril, jour de la réunion de synthèse à Paris.

Elles demandent à leurs organisations syndicales de se rencontrer rapidement dans chacune des entreprises pour étudier les modalités d'actions en tenant compte des situations propres à chaque établissement et à chaque région. Elles décident d'appeler les travailleurs de leurs entreprises à participer au rassemblement de luttes qui aura lieu à Dunkerque, placé sous la responsabilité des syndicats d'Usinor-Dunkerque.

Ce même jour, les organisations syndicales CFDT, CGT, FO et CGC tiennent à rappeler que cette action appuie leur décision de ne pas discuter du volet social tant que le volet industriel n'aura pas été négocié.

Denain, le 30.3.79

Une première à Longwy : intersyndicale interentreprises

Depuis samedi matin, les sidérurgistes de la CFDT de Longwy ont évacué la centrale à oxygène qu'ils occupaient. Cette décision a été prise afin de ne pas prêter le flanc aux attaques du patronat des usines sidérurgiques qui tentait de dresser la masse des travailleurs contre la CFDT. Par ailleurs, précise un des principaux dirigeants de la lutte : «*Rien ne nous empêche de réoccuper si nous le jugeons utile, mais pour le moment, nous ne le jugeons plus nécessaire. Ce qui est important maintenant, c'est ce qui est intervenu de nouveau dans nos relations avec les sections syndicales autres que celles d'Usinor*».

Pour la première fois en

effet, il s'est tenu une réunion regroupant des syndicalistes CGT et CFDT de Rehon, situé à Longwy, qui appartient pour l'essentiel au groupe belge Cokerill, des syndicalistes de la Chiers et d'Usinor.

Jusqu'à présent, ces réunions n'avaient pas été possibles, notamment à cause des réticences des gars de Rehon qui ne se sentaient pas tellement concernés par le plan acier. Leur point de vue a commencé à changer là-dessus ; c'est pour cela qu'ils ont accepté une réunion. Par ailleurs, les syndicats de Rehon sont en train de renégocier le «plan de paix sociale» avec leur patron ; quand ils prennent contact avec les au-

tres usines sidérurgiques, ça rend leur patron beaucoup moins intransigeant...

FIN DU BROUILLAGE

En ce qui concerne les émissions de radio syndicales, il faut signaler que les hélicoptères de brouillage ainsi que le petit avion de tourisme qui les avait remplacés, ont quitté le ciel de Longwy. Les radios sont captées comme avant. Seul inconvénient : si la CGT a décidé officiellement de faire cesser ses émissions au moment où celle de la CFDT démarre, dans la pratique, elle a encore une conception un peu trop élastique de ses horaires et les empiètements de dix minutes ne semblent pas trop la gêner...

Enfin, il semble à Longwy que toutes les énergies sont concentrées vers la préparation du 6 avril. La CFDT envisage d'y emmener 2 000 sidérurgistes...

Besançon : une semaine de grève au Crédit Agricole

Alors que toute la presse célèbre les succès financiers de cette banque verte, les employés tiennent à faire savoir qu'ils n'en sont pas les bénéficiaires. Déjà, le 15 mars, une grève nationale de protestation réunissait tous les syndicats contre la décision patronale de remettre en cause une augmentation de salaire de 2,5 % pour le premier trimestre. En effet, la direction, se retranchant derrière les menaces de sanctions gouvernementales, prétend réduire cette augmentation à 2 % sur 4 mois.

Au cours de cette grève, la CFDT a tenu à ce que les revendications concrètes des employés, à la base, ne soient pas oubliées, alors qu'elles le sont depuis quatre ans, avec l'appui de syndicats tels FO et la CFTC, qui s'accrochent à la politique patronale.

Depuis des années, les travailleurs réclament une amélioration de leurs conditions de travail, définies par une convention collective datant de 1966. Avec l'appui de syndicats minoritaires, la direction en a élaboré une nouvelle en 1975, qui ne donne aucune satisfaction, au contraire : tout est fait pour la promotion des

cadres (30 points d'augmentation possibles, tandis que la majorité du personnel est enfermé dans les catégories les plus basses). Sous des prétextes divers, on refuse aussi à ces travailleurs des conditions de vie normales.

La grève, commencée le mardi 27 dans le Doubs, porte notamment sur le refus de travailler le samedi et exigé de façon générale un aménagement du week-end, une réduction des horaires, en commençant par un abaissement d'horaire de 40 heures à 37 heures 30.

Les employés ont commencé leur grève le jour de l'assemblée générale de la

caisse de Crédit Agricole du Doubs. Une délégation a exigé de la direction d'être reçue au cours des réjouissances qui se tenaient dans les salons de l'hôtel Frantel. De peur d'être remise en cause devant les agriculteurs, la direction cédait et annonçait des négociations pour le lendemain. L'assemblée générale finie, la direction refusait tout. Alors la grève dure.

Les employés, avec la CFDT, l'organisation majoritaire, prennent des initiatives : manifestations en ville, collages jusque dans les villages, intervention auprès des collectivités qui versent des aides par le Crédit Agricole, etc.

Lundi matin, l'assemblée générale devait décider de la poursuite de la lutte. Il est à noter que des grèves ont eu lieu dans d'autres départements (Indre, Loire, etc.) mais la coordination reste à mettre sur pied.

Corr. Besançon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES



«Depuis 5 heures nous sommes debout» m'explique cet ouvrier de la Chiers. Je l'ai rencontré descendant en manifestation de son usine située dans le quartier de la Ronde Couture et se rendant Place Ducale. «Personne n'est allé travailler, sauf certains cadres». Ici, tout le monde donne l'impression de se connaître. On hèle au passage tel camarade de travail, on encourage tel voisin à se rendre au lieu de rassemblement. Il n'est pas encore dix heures que des dizaines de banderoles flottent déjà.

DÉPARTEMENT MORT

Une banderole de soutien à la lutte des Ardennes orne la façade de la mairie. Une puissante sono a été mise en place. Elle ne tarde pas à diffuser le discours intersyndical prononcé par un représentant CFDT, tiré au sort parmi les organisations syndicales. L'orateur dénonce la volonté du pouvoir de «transformer notre région en vallée verte» et ces «restructurations qui visent à la réalisation de plus grands profits. Avec 11 340 demandeurs d'emplois, les Ardennes connaissent le taux de chômage le plus important de France, poursuit-il. 4 à 5 000 nouvelles suppressions d'emplois sont prévisibles pour l'exercice 79...»

Discours offensif, discours combatif qui se terminera curieusement par une série de revendications, telles que «la nationalisation de la sidérurgie ou le contrôle des investissements à l'étranger».

Mais déjà, il est 11 heures. On a perdu beaucoup de temps à lire la liste de tous les élus qui se sont déplacés, ceints de leur écharpe tricolore, et qui sont là, massés, le sourire aux lèvres, sur le perron de la mairie, aux pieds de l'orateur.

Les bus garés à la périphérie de la place mettent leurs moteurs en route. Ceux qui doivent aller à Paris y prennent place. Un «tour d'honneur» est organisé et, sous les applaudissements et les signes amicaux de «ceux qui restent», le long cortège disparaît.

LES COMPTES EN PARTIE DOUBLE DE CITROËN

Dans les bus, on ne tarde pas à se rendre compte que plus

d'un est seulement à moitié plein. Les quatre jeunes militants CGT avec qui la discussion s'engage sont un peu amers. «C'était un peu fichu au départ, dit l'un. Au début, explique-t-il, il y avait deux choses distinctes. On devait faire une fois une journée «département mort» et une autre fois l'opération «Toutes les Ardennes à Paris». En fait, les organisations syndicales ont décidé, «sous la pression de FO», de faire fusionner les deux actions. Comme compromis boiteux, il était prévu qu'un tiers des manifestants se rende à Paris et deux tiers restent sur place bloquer pendant quelques heures les voies d'accès du département. L'ambiance s'améliore malgré tout au fil des kilomètres.

«En fait, si ce voyage a été organisé, m'explique-t-on, c'est que les travailleurs des Ardennes ont le sentiment, eux aussi, qu'on les mène en bateau». Deux exemples reviennent dans toutes les bouches.

Il y a plusieurs années, quand Citroën s'est installé (avec ses milices), les pouvoirs publics juraient leurs grands dieux qu'il ne s'écoulerait pas longtemps avant que 4 000 personnes trouvent

Vendredi 30 mars

DÉPARTEMENT MORT DANS LES ARDENNES

Beaucoup auraient voulu faire plus

Des quatre coins du département des Ardennes, de plusieurs rues aboutissant Place Ducale à Charleville-Mézières, des délégations ouvrières se rassemblaient vendredi à 10 heures. Ainsi commençait officiellement la journée d'action du département. En fait, par la mise en place de piquets de grève, la journée avait commencé bien plus tôt pour une bonne partie des travailleurs. Elle devait se poursuivre par des barrages sur les voies de communication pour les uns et par un voyage à Paris pour les autres.

du travail. Aujourd'hui, l'usine automobile en occupe péniblement 1 000.

Deuxième sujet de révolte : quand le gouvernement, il y a quelques semaines, a annoncé des créations d'emplois dans les régions les plus touchées par la crise, il en avait généreusement attribué 1 000 aux Ardennes. Mais ces 1 000 emplois n'étaient-ils pas déjà compris dans les 4 000 promis par Citroën ? La

supercherie était tellement grosse que même L'Ardennais, journal local pas subversif pour deux sous, l'avait dénoncée en termes véhéments. Cyniquement, Barre en visite dans le département, déclarait en août 1977 qu'il «prêterait une attention toute particulière aux Ardennes». «Finalement, ce voyage à Paris, dit un délégué, c'est pour nous rappeler à son bon souvenir».

Concrètement, les 30 bus ac-

compagnent une délégation que

Barre a accepté de faire recevoir par un de ses collaborateurs. Perspective pas forcément très mobilisatrice.

ministre. Le cortège repart. Il marche trois cents mètres et fait subitement un demi-tour. Ceux qui pensaient qu'on allait rendre visite à Barre comprennent alors la supercherie...

On se retrouve devant les cars, Place des Invalides. On a à peine marché un kilomètre. Un moment d'hésitation. On parle de se rendre à la Tour Eiffel. Finalement, la délégation reçue par un sixième couteau de Barre fait son apparition. «Il connaissait assez bien le dossier» dit un porte-parole, «mais rien que de vagues promesses...». A ce moment-là, on sent qu'il peut se passer n'importe quoi. Une ouvrière lâche : «Mais si je comprends bien, la délégation était arrivée avant nous. Mais c'est dégueulasse. A quoi servons-nous ?» Oui, la délégation était arrivée bien avant...

Deux jeunes remontent dans leurs cars écoeürés, déclarant à la cantonade qu'on s'était moqué d'eux et que dorénavant «ils feraient la grève de ce genre de manifestation».



Le rassemblement Place Ducale à Charleville-Mézières.

«Après le 6, on n'aura vraiment plus rien à perdre»

Place des Invalides

— «Tout le monde est là ?» interroge un écharpé.
— «Non, les gars de Blagny sont partis à la Tour Eiffel» répond quelqu'un. «Ils sont partis accrocher une banderole.»

— «Aïe ! Aïe ! Aïe ! Mais ils n'ont pas le droit !» répond l'honorable personnalité.

Ils sont là, une vingtaine à s'être détachés du reste de la manifestation pour accrocher une banderole à la Tour Eiffel. Celle-ci ne fête-t-elle pas son 90ème anniversaire ?

Une fois que la chose est faite, on retourne vers les Invalides. La discussion s'engage avec deux ouvriers de Blagny, usine sidérurgique du groupe Usinor.

— «Oui on sait qu'on est moins connu que Denain ou Longwy. Il faut dire qu'on a déjà fait des actions assez dures, mais pas aussi dures que Denain ou Longwy. Ça va venir. On attend le 6 avril. Ce jour-là, ce sera la réunion de synthèse avec Etchegaray en ce qui nous concerne. Chez nous, les gars pensent qu'il ne faut pas compromettre nos chances avant ce jour-là. Les cadres ont élaboré un plan. Si jamais il était accepté... il y a 5 % de chances.

En tous cas, après le 6, on n'aura plus rien à perdre. Les 5 millions ? Ça n'intéresse vraiment qu'une minorité. Tu peux être tranquille, quand on saura vraiment que Blagny est condamné, ça va faire mal.»

compagnent une délégation que Barre a accepté de faire recevoir par un de ses collaborateurs. Perspective pas forcément très mobilisatrice.

LES SANGLIERS SONT DANS LA RUE

Pourtant, en arrivant sur l'autoroute A 13, les bus se mettent en effet sur deux et trois files, ralentissant toute circulation et klaxonnant autant qu'ils peuvent. Quand surviennent les motards, surgis pour rétablir la circulation, une dangereuse course manque à plusieurs reprises de se solder par un accident. Les injures fusent. Finalement, la colère est à son comble quand, Porte de Bagnolet, la police contraint le long cortège de cars à remonter sur le boulevard périphérique qu'on avait quitté pour sortir Porte d'Ivry. Malgré la police, les bus roulent à nouveau de front. Sur le passage, des travailleurs informés de l'opération par les affiches collées sur les cars font des signes amicaux. Des étudiants des Beaux-Arts agitent un

ministre. Le cortège repart. Il marche trois cents mètres et fait subitement un demi-tour. Ceux qui pensaient qu'on allait rendre visite à Barre comprennent alors la supercherie...

On se retrouve devant les cars, Place des Invalides. On a à peine marché un kilomètre. Un moment d'hésitation. On parle de se rendre à la Tour Eiffel. Finalement, la délégation reçue par un sixième couteau de Barre fait son apparition. «Il connaissait assez bien le dossier» dit un porte-parole, «mais rien que de vagues promesses...». A ce moment-là, on sent qu'il peut se passer n'importe quoi. Une ouvrière lâche : «Mais si je comprends bien, la délégation était arrivée avant nous. Mais c'est dégueulasse. A quoi servons-nous ?» Oui, la délégation était arrivée bien avant...

Deux jeunes remontent dans leurs cars écoeürés, déclarant à la cantonade qu'on s'était moqué d'eux et que dorénavant «ils feraient la grève de ce genre de manifestation».

■ Femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans évacués dans un rayon proche de la centrale, crainte de nouvelles fuites de gaz, et incapacité tant de la société propriétaire que des autorités locales à indiquer quelles pourraient être les suites de l'accident survenu mercredi dernier à Three Mile, et qui n'est toujours pas maîtrisé : c'est le plus important accident de l'industrie nucléaire qui s'est produit à Three Mile (Pennsylvanie) aux États-Unis, venant reposer avec une vigueur nouvelle, la question de la sécurité des installations.

■ La Metropolitan Edison prétend contrôler la situation, et s'est pourtant montrée incapable de donner des explications cohérentes. Aussi n'a-t-on qu'une vague idée de l'accident qui s'est produit.

Il est cependant à peu près certain que l'origine de l'accident se trouve, non pas dans le circuit primaire, mais dans le secondaire : un filtre de ce circuit s'étant bouché, de proche en proche le générateur de vapeur s'est trouvé à son tour en panne, provoquant une dépressurisation dans le circuit primaire (avec lequel il se trouve en contact).

Aussitôt, mues par un mécanisme automatique, des grappes d'alliage absorbant les neutrons ont été insérées dans le cœur, arrêtant la réaction. La

production de chaleur ne s'est pas arrêtée pour autant, en raison de l'énergie dissipée par la radioactivité des 80 tonnes d'uranium du réacteur.

De surcroît, l'arrêt du réacteur ne semblant pas avoir été correctement maîtrisé, le combustible pourrait avoir fondu, et les gaines de protection se trouveraient fissurées. Le contact des produits de fission avec l'eau expliquerait alors la formation d'une poche d'hydrogène, produit par la radiolyse de cette eau.

Les produits radioactifs

Parmi les produits de fission qui ont, semble-t-il, largement contaminé l'eau du circuit primaire accidenté, on trouve notamment strontium 90, césium 137, plutonium 239, radium 226, krypton 85, dont la demi-vie de radioactivité va de quelques années à 24 000 ans. Tous sont dangereux, mais certains se fixent facilement sur l'organisme. Par exemple, le strontium 90 a les propriétés chimiques du calcium, et se fixe sur les os, tout particulièrement dans les jeunes organismes. La radioactivité enregistrée jusqu'à présent serait faible (quelques millirems), mais risque de durer longtemps. Et si l'on connaît bien l'effet des fortes doses, au-delà de 100 rems, il est bien plus difficile d'évaluer celui des faibles doses, surtout si elles sont distillées sur une longue période. Bien des biologistes estiment qu'il faut leur accorder beaucoup d'importance, en particulier pour la genèse de cancers ou de mutations chromosomiques.

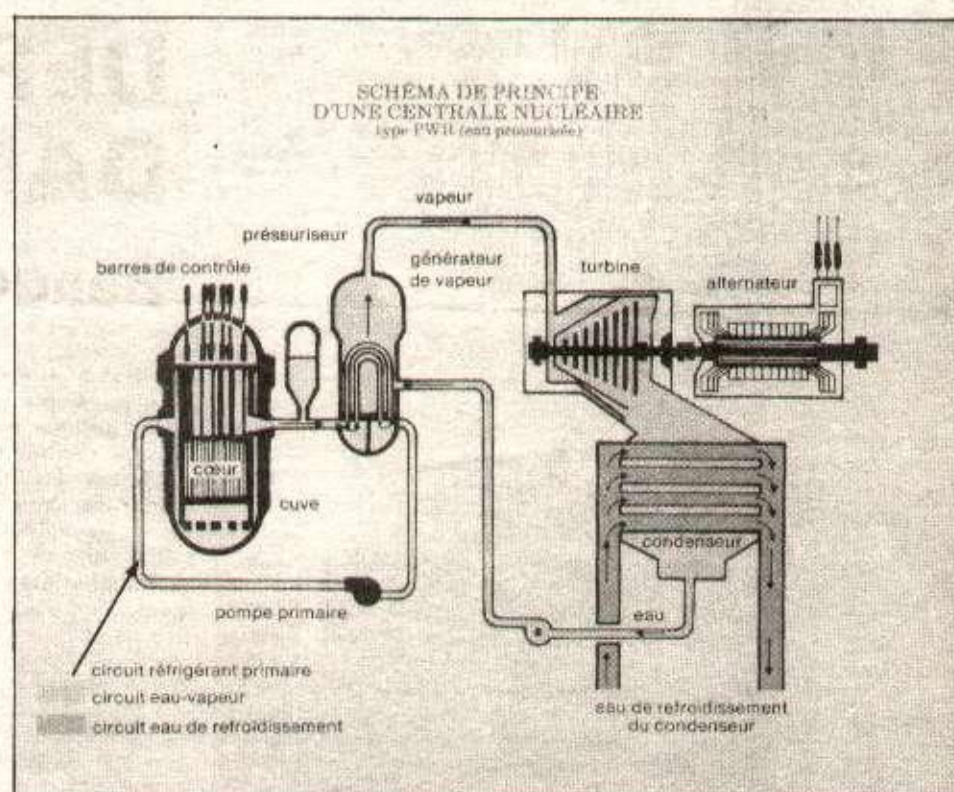
CE QUI S'EST PASSÉ A THREE MILE ISLAND

Dans la journée de mercredi, puis dans celle de jeudi, des « lâchages » dans l'atmosphère de gaz radioactifs ont eu lieu. Deux interprétations sont possibles : que l'émission du gaz soit due au circuit primaire ou à la cuve, elle n'a pas été arrêtée par l'enceinte de confinement ; ce qui prouverait la mauvaise étanchéité de celle-ci. A moins que la surpression dans l'enceinte ne soit devenue critique et que les techniciens aient dû lâcher en catastrophe une partie du gaz.

CE QUI PEUT ARRIVER MAINTENANT

Si bulle de gaz il y a, la circulation de l'eau de refroidissement dans le cœur est perturbée. Or, même si la chaleur produite décroît, elle serait suffisante, en l'absence de tout refroidissement (Loss of Coolant Accident : LOCA) pour faire fondre les gaines et même le combustible (2 800 degrés). Il faut donc résorber cette entrave, ce que seraient en train de faire les techniciens à l'aide d'un robot. L'intervention est délicate, puisqu'elle se fait dans la cuve elle-même, fermée à son extrémité supérieure par un couvercle boulonné. Si une fausse manœuvre laissait échapper la majeure partie de l'eau (LOCA), deux ultimes secours seraient mis en œuvre : des pompes à basse pression et le vidage d'énormes cuves.

Mais les études faites jusqu'à présent sur un réacteur installé en plein désert aux USA, ne permettent pas d'être sûr de la rapidité d'action de ces



deux moyens. S'ils sont inopérants, le pire est à craindre : fusion du cœur, rupture de la cuve, puis de l'enceinte de confinement, enfoncement sous terre d'uranium fondu, et dispersion à l'air libre d'une importante quantité de produits de fission et de produits contaminés. D'un point de vue probabiliste, la rupture de la cuve est très peu probable (une chance sur un million par an). Mais les études probabilistes ont des bases méthodologiques (rapport Rasmussen) qui ont récemment été remises en cause aux États-Unis et sont sujet à caution ; et le double lâchage de gaz dans l'atmosphère prouve que l'imprévu n'a pas manqué à Three Mile Island.

L'intérieur d'un PWR

La chaleur est fournie par la fission de noyaux d'uranium ; l'oxyde d'uranium qui les contient est disposé en longs tubes enroulés dans des gaines de zircalloy. Le cœur du réacteur est un assemblage de boîtiers remplis de ces tubes, appelés « crayons » par les techniciens. Ces tubes baignent dans de l'eau sous forte pression chargée d'évacuer la chaleur. Le réacteur est enfermé dans une cuve d'acier épais réputée indestructible. L'eau dite « primaire » est injectée dans la cuve par des pompes, et maintenue à une pression de 150 atmosphères, ce qui lui permet d'atteindre 320 degrés. Sortant de la cuve, elle est conduite vers des échangeurs où elle communique sa chaleur à l'eau d'un autre circuit (secondaire). Réacteur, cuve, pompe, pressuriseur et échangeur sont enfermés dans une enceinte de béton renforcée d'acier, dite de confinement. Celle-ci doit résister à l'accident le plus grave imaginable et contenir une surpression de gaz radioactifs jusqu'à concurrence de 4 atmosphères.

ET EN FRANCE ?

■ En France, trois PWR fonctionnent actuellement. 36 sont en projet, dont 10 de 1 300 mégawatts, les autres de 900 mégawatts. Ces réacteurs utilisent la technique US Westinghouse, francisée avec quelque difficulté, alors que le réacteur de Pennsylvanie fait appel à la licence Babcock et Wilcox. Les différences ne tiennent pas au principe (le schéma décrit ci-contre reste valable), mais aux caractéristiques techniques. Le cahier des charges d'EDF (qualité des matériaux) est réputé sévère.

Mais la longue liste d'ennuis de Fessenheim 1 a prouvé que cela ne suffisait pas. Du point de vue de la sécurité, le réacteur Phébus, installé à Gadarache, devrait permettre l'étude de divers types d'accidents de dépressurisation du genre de celui de Three Mile. On n'en connaît pas les résultats, et force est de considérer que l'accident des États-Unis est à prendre très sérieusement en compte pour les réacteurs français, dont on ne sait absolument pas comment ils auraient réagi à une sollicitation de ce genre.

Au reste, l'accident de Three Mile présente une

particularité significative : celle de son origine. En effet, la panne primitive s'est déclenchée dans la partie « secondaire » du réacteur, celle qui est en principe considérée comme non-nucléaire, et qui ne bénéficie pas de la même isolation que la partie proprement nucléaire. Or, c'est négliger le fait que ces deux circuits sont liés dans le processus de fonctionnement de la centrale, et sont, même matériellement, en contact, par l'intermédiaire du générateur de vapeur.

Le générateur de vapeur est justement une partie délicate sur toutes les centrales de cette filière PWR,

Les difficultés que Fessenheim 1 a connues se sont portées notamment sur cette partie de l'usine, qui subissait une corrosion imprévue. Les doses de radioactivité reçues par les travailleurs des centrales se sont justement trouvées plus élevées que prévu, selon un récent rapport américain, du fait des interventions fréquentes nécessaires sur cette partie radioactive.

Quelle que soit la technique de construction (Babcock ou Westinghouse), le circuit secondaire reste, de par son contact avec le primaire, un point faible essentiel des centrales du type PWR. Ce n'est pas le démantèlement du commissariat à l'Énergie atomique, largement engagé, qui va permettre que des garanties puissent être données en matière de sécurité par un organisme indépendant, EDF tendant ainsi à devenir juge et partie en la matière.

BRETAGNE : LA MINI MARÉE NOIRE DU SEA VALIANT

■ C'est seulement 21 jours après l'avarie qu'il avait subie au large des Açores que le pétrolier *Sea Valiant* a pu être allégé de son pétrole, au large de Douarnenez, par un navire spécialisé. La menace qui pesait depuis des jours et des jours sur la côte bretonne s'est cependant partiellement concrétisée : une vingtaine de tonnes de pétrole ont été une fois de plus accidentellement déversées dans la mer à l'occasion de cette affaire.

Les opérations d'allègement du *Sea Valiant* avaient enfin pu débuter le vendredi 30 mars dans la baie de Douarnenez*. En avarie le 9 mars au large des Açores, ce pétrolier chargé de 72 millions de tonnes de pétrole ne trouvait de navire allègueur que 14 jours après, en baie de Douarnenez.

Les éléments, comme il est naturel à pareille époque sur la Bretagne, faillirent, huit jours durant, faire se renouveler la tragédie de l'*Andros Patria* qui mazouta La Corogne (Espagne) en décembre dernier. La chance a voulu qu'enfin le vent faiblisse ce

30 mars, soit 21 jours après l'avarie.

Dimanche au matin, le *Sea Valiant* était enfin vide. Les deux remorqueurs (dont l'un appelé de Rotterdam (Hollande) peuvent maintenir le navire dans l'abri qu'est la baie, avec le risque de voir ses déchirures s'aggraver. Mais, à 6 heures dimanche matin, l'un des remorqueurs heurta le pétrolier vide, laissant s'écouler 15 à 20 tonnes de son carburant.

Le malheur veut que ce pétrole soit si fluide qu'il s'étale immédiatement sur l'eau. Dans les autres cas, le problème serait d'ailleurs le même, puisque si près de la côte, il est exclu

d'utiliser des dispersants qui sont trop toxiques pour la riche faune côtière, en échange du risque de laisser le pétrolier en haute mer, à la merci des éléments qui l'auraient facilement déchiré (c'est ce qui lui arriva aux Açores). Les autorités ont donc accepté le risque d'une marée noire d'autant plus meurtrière qu'elle se situe sur les fonds les plus habités.

Songeons que du dimanche 18 au jeudi 22 mars, soit le double du temps nécessaire, la météo était favorable mais les navires allègueurs inexistant. Le pétrolier allègueur *Houston Gety* n'arriva que le vendredi 23, après que le *British Dragon* se soit désisté. On mesure à ces intolérables carences la colère qui s'empare aujourd'hui des Bretons.

J.J. KERFISSIE

* (cf le QdP du mardi 27 mars).

3 Avril

ELECTIONS MUNICIPALES EN ESPAGNE

Après leur succès aux élections législatives du 1^{er} mars dernier, les partis de droite ont voulu aller vite : sans débat, le chef de l'UCD, Adolfo Suarez, a obtenu l'investiture parlementaire, qui lui permet de former le nouveau gouvernement ; il a eu la majorité absolue avec 183 voix (168 de l'UCD, plus l'appoint du Parti Socialiste Andalou, de la droite navarraise et de la Coalition Démocratique), contre

149 contre et 8 abstentions. Cette investiture risque de peser sur le choix des électeurs aux municipales du 3 avril. Ces élections, attendues passionnément depuis 3 ans et constamment différées, se déroulent à présent dans un climat d'apathie générale. La gauche espère seulement freiner l'avance de la droite...

Les caciques sont ces notables locaux installés depuis des années par Franco, et qui font la pluie et le beau temps, aussi bien dans les petits villages perdus que dans les grandes métropoles. Par le biais du clientélisme, des menus services rendus aux uns et aux autres, ils se sont solidement implantés et ont parfois édifié des fortunes colossales. A la hâte, les fascistes d'hier se sont reconvertis massivement dans les rangs du parti centriste, l'UCD. Ce sont eux qu'il s'agit d'abord de battre, car c'est la première condition pour démocratiser les municipalités.

L'enjeu est important, non seulement parce que les problèmes de la vie quotidienne se sont accumulés, au mépris total des conditions de vie des masses, avec des zones urbaines qui font penser au Tiers Monde, mais aussi parce que, dans le cadre des statuts d'autonomie et de la décentralisation, les pouvoirs locaux sont appelés à jouer un rôle actif. On a déjà vu, au Pays Basque notamment, le rôle de certains maires et conseillers dans les manifestations pour l'amnistie, contre la répression, ou contre la pollution en Galice...

D'ASSEZ MAUVAISES CONDITIONS POUR LA GAUCHE

La gauche aborde ces élections dans d'assez

mauvaises conditions, à cause de son échec du mois dernier et de ses dissensions internes. Le PCE, après avoir quasiment fait du PSOE la cible principale de sa campagne législative, lui a fait des propositions de listes communes qu'il a refusées. Carrillo a ajouté que si les caciques conservaient les mairies, le PSOE n'aurait pas à s'en prendre qu'à lui-même ! On voit que le climat n'est guère à l'unité ; le PSOE fait la sourde oreille et renvoie à plus tard l'unité, sans doute après le 3 avril, pour la désignation des mairies au sein des conseils municipaux. Il es-

père ne pas se sortir trop mal de l'opération, car il est mieux implanté localement que le PC et il a une certaine expérience de la gestion municipale. Certains estiment que son candidat à la mairie de Madrid, Tierno Galvan, pourrait l'emporter.

Les marxistes-léninistes, dont les organisations ORT et PTE sont en cours de fusion, présentent une candidate commune à Madrid, Francisca Sauquillo, avocate ayant défendu les syndicalistes, très liée aux associations de voisins, qui pourrait dépasser la barre des 5 % des votes. Cependant, le désen-

chantement qui était perceptible aux dernières élections s'est accentué : dans plusieurs municipalités, il n'y a aucun candidat ! Une des inconnues sera le nombre d'abstentions. Ce n'est pourtant pas faute de problèmes relevant de la compétence municipale !

LA GRANDE MISERE DES CITADINS

Ils s'appellent Palomas, Orcasitas, Leganes : ni villes, ni villages, ni même quartiers, surgis on ne sait comment aux confins de la capitale, sur les routes de Tolède, ou d'An-

dalousie ; c'est là, à quelques dizaines de kilomètres du cœur de Madrid, que sont venus se briser les rêves de quelques générations de migrants qui n'avaient plus de travail chez eux. Quelques dizaines de kilomètres, et pourtant un monde. Avec le boom économique des années 60, les immeubles bon marché ont poussé plus vite encore qu'ailleurs en Europe. Plus vite, moins bien : déjà à moitié en ruines, dévorés par la moisissure et les rats, tours étranges de briques rouges sur des terrains vagues poussiéreux, toujours aussi poussiéreux et désolés quinze ans après.

La rançon de l'urbanisme sauvage, de la spéculation forcée dans laquelle les nantis fascistes se sont jetés, là voilà : le ramassage des ordures n'est pas régulier, le tout-à-l'égout fonctionne comme il peut mais il existe, à la différence des bidonvilles voisins. Il faut faire deux ou trois kilomètres pour trouver des magasins. Il n'y a ni école, ni cinéma, ni bars. Quant aux bus, il vaut mieux ne pas en parler ! Dans ces cités-dortoirs de la ceinture de Madrid, les gens ont perdu leur histoire, leurs racines : en l'espace de dix ans à peine, le tissu social, familial, qui s'était conservé beaucoup plus intact en Espagne, s'est déchiré.

LE RÔLE DES ASSOCIATIONS DE VOISINS

De cette blessure soudaine et intolérable, des conditions d'hygiène précaires ou inexistantes (alors que l'Espagne a autant de médecins par ha-

bitant que la France), de la volonté que les enfants puissent aller à l'école sur place, en sécurité, de la revendication élémentaire de participer aux décisions qui concernent le quartier, de tout cela et de bien d'autres aspirations encore, sont nées les associations de voisins. Sans elles, les élections municipales ne seraient pas aujourd'hui ce qu'elles sont.

Car, bon gré, mal gré, tous les partis se sont vus obligés d'intégrer dans leur programme ces revendications, qui vont de la lutte pour les espaces verts ou de la construction d'un marché aux batailles contre la pollution. Ces associations qui ont encore une immense assise populaire sont aussi la garantie que, les élections passées, la lutte pour la démocratisation des municipalités continuera, que les «voisins» auront leur mot à dire.

Parce qu'elles ont lutté contre le fascisme et que, notamment à partir de 75, elles ont joué aux côtés des commissions ouvrières un rôle décisif dans la défaite du fascisme et le développement de l'unité populaire, ces associations sont décidées à ne pas se laisser enterrer. Les voisins sont très méfiants envers tous ceux qui ont brusquement «découvert» leur existence il y a quelques mois. Ils veulent assurer l'autonomie de leur mouvement par rapport aux partis. Et quand ils entendent certains partis promettre de rendre la gestion des municipalités «aussi transparente que des maisons de cristal», les associations de voisins savent que cela dépendra d'abord de leur mobilisation.

Hélène VARJAC



Manifestation pour la légalisation des associations de voisins en juin 1976. Aujourd'hui légalisées, ces associations sont décidées à ne pas se laisser enterrer.

HANOI REFUSE L'OUVERTURE DES DISCUSSIONS AVEC LA CHINE

Alors que des négociations auraient dû s'ouvrir entre le Vietnam et la Chine, le 29 mars à Hanoï, le gouvernement vietnamien a annoncé la semaine dernière que ces négociations ne pouvaient débuter, prétextant que des troupes chinoises seraient encore présentes sur le territoire vietnamien dans plusieurs provinces.

On apprend par ailleurs que des navires soviétiques mouillent actuellement dans le port vietnamien de Cam-Ranh, ancienne base navale américaine. Vendredi, le comité exécutif du COMECON a publié une déclaration condamnant la Chine. Neuf membres du COMECON ont signé cette déclaration : outre l'URSS et le Vietnam, il s'agit de la RDA, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Mongolie et Cuba. Une fois de plus, la Roumanie a refusé de s'associer à un communiqué approuvant la politique vietnamienne, comme elle avait refusé que cette question soit mise à l'ordre du jour de la réunion du Pacte de Varsovie de novembre 1978.

YEMEN : RENCONTRE DES PRESIDENTS DU NORD ET DU SUD

La rencontre des présidents du Nord-Yémen et du Sud-Yémen à Koweït vendredi consacre le succès de la médiation entreprise par la Ligue Arabe après le conflit qui a opposé les deux pays pendant plusieurs semaines. La commission militaire de la Ligue Arabe a d'abord obtenu un cessez-le-feu, puis le retrait des troupes de chaque Etat dans leurs frontières. Le processus de normalisation s'est poursuivi par une reprise des relations à tous les niveaux entre Nord-Yémen et Sud-Yémen. Au cours de leur rencontre, les deux chefs d'Etat ont approuvé un communiqué en cinq points prévoyant la réalisation de l'unité entre les deux pays.

Congrès du PCI : Berlinguer justifie la politique de compromis historique

Alors que le nouveau gouvernement, condamné d'avance, formé par Andreotti, n'obtenait pas l'investiture du Parlement italien, Berlinguer, au Congrès du PCI, a tenté de justifier la politique de «compromis historique» dont l'échec a été sanctionné par la crise gouvernementale actuelle qui mène à des élections anticipées.

Contre le mécontentement d'une grande partie des militants du PCI qui, pendant trois ans, n'ont eu comme perspective que de servir de moyen de pression sur le gouvernement démocrate-chrétien, le dirigeant du PCI a réaffirmé «sans doute, ni hésitation, la justesse des choix accomplis après le 20 juin 1976».

Mais il a également justifié la fin de l'expérience de soutien au gouvernement, comme si elle avait été décidée par une analyse dialectique et une grande finesse tactique, alors qu'elle a été imposée à l'issue de débats houleux à l'intérieur du parti, le menant au bord de la crise. «Sortant de la majorité, nous avons voulu sauve-

garder le PCI ; nous avons voulu éviter que la compromission avec une expérience désormais usée puisse masquer et attaquer les traits essentiels de la physionomie et de la fonction du PCI». Ainsi, pour Berlinguer, ce qui était un juste compromis pendant trois ans, serait devenu collaboration de classes avec quelques semaines de plus ? Et ce serait la participation d'un ou deux ministres désignés par le PCI qui aurait pu changer la nature du gouvernement ?

En tout cas, on ne peut pas dire que le secrétaire du PCI ait donné à ses militants de nouvelles perspectives pour les prochaines élections, puisqu'il a répété : «Le gouvernement qui est nécessaire

aujourd'hui est un gouvernement de coalition de toutes les forces démocratiques, un gouvernement auquel participe le PCI à plein titre, dans des conditions d'égalité correspondant à son rôle de grande force ouvrière et populaire. Tel est l'objectif fondamental de notre grande bataille politique».

En ce qui concerne la situation internationale, le dirigeant du PCI s'est efforcé de se démarquer un tant soit peu des positions de l'URSS, tout en confirmant cependant par ailleurs son soutien à la politique du Vietnam en Asie du Sud-Est. Il a rendu hommage à la «politique de détente» de Brejnev, tout en reconnaissant : «il y a une crise de la détente, avec la multiplication des points de tension et de conflit, avec la détérioration des rapports entre les grandes puissances, avec un retour à une conception des rapports internationaux qui tend à privilégier en

premier lieu le rapport de forces et les actions de force». Dans ces considérations générales, les militants du PCI auront cherché en vain une condamnation précise de l'agression soviétique contre la lutte de libération du peuple érythréen que ce parti dit pourtant soutenir.

Par contre, Berlinguer a pris position sur la contre-offensive de la Chine au Vietnam, affirmant : «il n'est pas admissible d'exporter la révolution pour donner des punitions ou prévenir des menaces plus ou moins hypothétiques». Pour le PCI, cette position ne s'applique pourtant pas au Vietnam, puisqu'il a, pour l'essentiel, approuvé l'invasion du Kampuchéa. Comme la partie sur le compromis historique, la partie internationale du discours de Berlinguer semble avant tout destinée à éluder les problèmes qui ne manqueront pas d'être posés au Congrès.

Palestine occupée

Halhoul : la ville assiégée

Depuis plus de 15 jours, la ville de Halhoul située au Nord d'El-Khalil en Cisjordanie, est assiégée par l'armée sioniste. La ville compte 12 000 habitants. Le couvre-feu a été établi après les manifestations protestant contre la visite de Carter au Proche-Orient, visite qui a abouti à la signature de l'accord traître entre Sadate et Begin. Durant ces manifestations, l'armée israélienne a tiré et deux manifestants, dont une jeune fille de 16 ans, ont été tués. Après cet assassinat, l'armée israélienne a voulu punir la population entière par le couvre-feu et le siège de la ville.

Les habitants ne peuvent sortir de leurs maisons sauf une heure différente par jour. Cette levée du couvre-feu est annoncée par mégaphone

par l'armée, mais ce n'est pas l'ensemble de la population qui est prévenue. Aucun contact ne peut être établi entre la région de Halhoul et le reste de la Cisjordanie. Les aliments et les médicaments s'épuisent peu à peu. Les pharmacies se vident, de même que les épiceries et les magasins de fruits et légumes. La ligne téléphonique est coupée et aucun contact ne peut être pris avec la presse. Le maire de Halhoul est constamment escorté par trois soldats, lors de la levée du couvre-feu. Sinon, il ne peut sortir de chez lui.

Les sionistes ont interdit à la Croix Rouge Internationale d'apporter du lait aux enfants. Une délégation de 40 personnalités de Cisjordanie, accompagnée par deux camions d'alimentation, a été refoulée. Un médecin, le docteur Adnan, a pu sortir exceptionnellement de la ville. Il a déclaré que les habitants commencent à présenter des symptômes de malnutrition et les autorités israéliennes refusent aux malades le droit d'aller à l'hôpital d'El-Khalil.

Un autre témoignage vient d'un habitant de 55 ans qui a réussi à s'enfuir la nuit. Il a raconté que

«les Israéliens sont très durs. Ils entrent de force dans les maisons sous prétexte de chercher des armes. J'ai des amis auxquels ils ont volé de l'argent et des bijoux. Chez moi, ils ont cassé les vitres pour entrer. Ils ont battu un voisin qui était sorti sur sa terrasse et lui ont brisé la main avec un bâton».

Le siège de la ville vise, pour les autorités israéliennes, à donner une «leçon» aux Palestiniens qui vivent sous l'occupation, principalement à ceux qui vivent en Cisjordanie et Gaza. Depuis la visite de Sadate à Jérusalem, en novembre 1977, la population manifeste son mécontentement et son ralliement à l'OLP. Le projet d'autonomie est dénoncé par l'ensemble de la population comme étant une légitimation de l'occupation. Et cela gêne les dirigeants sionistes car ils comptent le faire appliquer à tout prix. Ils ont espéré qu'en assiégeant une ville et en affamant sa population, ils feraient taire le soulèvement. Le maire d'El Khalil l'a ainsi compris : *«Ils veulent influencer sur le peuple, et l'empêcher d'exprimer son opinion, car ils savent que nous refusons le projet américain d'autonomie...».*

Bagdad

Accord des pays arabes pour des sanctions économiques contre l'Egypte

Après un ajournement des travaux de la conférence destinée à résoudre certaines contradictions, les ministres arabes des Affaires étrangères et des Finances réunis à Bagdad ont adopté samedi une résolution sur les sanctions économiques contre l'Egypte. D'autre part, les participants ont décidé d'arrêter «des mesures susceptibles de rompre leurs relations diplomatiques avec le Caire».

Les 18 pays arabes et l'OLP ont «décidé le retrait immédiat d'Egypte des ambassadeurs des pays arabes et recommandé la rupture des relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement égyptien dans un délai d'un mois». Dans le domaine économique, il est prévu la suspension de toute aide financière. Les livraisons de pétrole doivent cesser et les sociétés égyptiennes qui font du commerce avec Israël doivent être isolées. Yasser Arafat a lancé un appel pour «le boycott complet» du régime de Sadate.

Ces décisions ont été précédées par toute une

série de consultations entre les gouvernements, plusieurs ministres rentrant dans leur capitale respective, tandis que le président syrien Assad prenait contact directement avec le roi d'Arabie Saoudite et d'autres chefs d'Etat. Il est particulièrement important que, malgré les divergences apparues sur les mesures à prendre, les pays arabes aient pu trouver une base d'accord minimum. Ainsi, face à l'accord de capitulation, ils ont pu présenter un front

arabe uni, tandis qu'une division entre «durs» et «modérés» aurait laissé le champ libre aux interventions des deux superpuissances.

Au Caire, la visite de Begin devait se faire lundi dans une atmosphère peu enthousiaste. Contrairement à ce que souhaitait le Premier ministre sioniste, il ne prendra pas la parole en public. En effet, Sadate craint que des déclarations provocatrices n'entraînent des réactions incontrôlables des Egyptiens.

● Tchad : Goukouni : «Le retrait des troupes françaises est un acte unilatéral»

Goukouni, dirigeant d'une fraction du FROLINAT, devenu après la conférence de Kano président du gouvernement provisoire tchadien, a déclaré que la décision du gouvernement français de retirer ses troupes du Tchad constituait «un acte unilatéral». En effet, les participants de la Conférence avaient laissé à un futur gouvernement «le soin d'examiner la question de la présence des troupes françaises sur le territoire tchadien». Or l'Elysée a annoncé sa décision avant que le nouveau pouvoir se mette en place.

INFORMATIONS GENERALES

● Nanterre : contre l'expulsion de deux étudiants étrangers

Contre l'expulsion de deux étudiants égyptiens, par une procédure totalement arbitraire, sous le prétexte de «trouble à l'ordre public», une campagne de mobilisation et d'information des étudiants est lancée sur la faculté de Nanterre, où des AG se tiennent presque tous les jours (cf. QdP n° 884 et 886).

Vendredi à 14 heures 30, après un meeting, une manifestation de 300 étudiants s'est rendue à la Préfecture, où elle a attendu les résultats de la commission d'expulsion. Cette commission, qui n'a qu'un rôle strictement consultatif, a reporté sa décision. Les accusations de «trouble à l'ordre public» se réduisent à un dossier des Renseignements Généraux, qui avait disparu lors de la commission et a été rapporté par un haut fonctionnaire de la police, où les rapports des policiers sont complètement contradictoires.

La mobilisation continue et différentes actions sont envisagées. Derrière l'expulsion de Samir et Mogniss se profile, par cette procédure, l'expulsion de plusieurs centaines d'étudiants étrangers à la fin de l'année, visés par la sinistre circulaire Bonnet.

Correspondant
Nanterre-faculté

● Vacataires : communiqué

Après l'hospitalisation de Chantal Forestal, qui a interrompu sa grève de la faim au 23^e jour, trois enseignants vacataires de l'enseignement supérieur ont pris la relève les 29 et 30 mars. Le mercredi 28 à 17 h, un médecin, envoyé par le ministère de la Santé à la demande du ministère des Universités, ayant tenté de faire évacuer Chantal Forestal, avait utilisé comme argument le fait que, en tout état de cause, le centre Censier serait fermé le vendredi 30 mars. En effet, le vendredi 30, la police a envahi le centre universitaire. L'évacuation des trois grévistes a eu lieu sans incident grâce au sang-froid du vice-président de Paris III et de l'intersyndicale qui ont accompagné les membres de l'ANEVES (Association des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur) au cours de cette opération. Dans le souci d'éviter les provocations qui se sont multipliées à l'occasion de la lutte des vacataires, l'ANEVES annonce que les trois grévistes de la faim reprendront leur action en d'autres lieux. Les enseignants vacataires des universités sont plus déterminés que jamais à poursuivre leur lutte pour obtenir leur intégration.

Corr. ANGERS

LONDRES : L'IRA REVENDIQUE L'EXECUTION DU DEPUTE NEAVE

Vendredi 30 mars, Airey Neave, député conservateur d'Ulster, bras droit de Madame Thatcher, a été tué par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture au moment où il quittait le parking de la Chambre des Communes à Londres. L'IRA provisoire et l'INLA revendiquent cette action. Neave, spécialiste dans son parti pour les affaires d'Irlande du Nord, partisan d'une répression encore plus dure contre les républicains, était présenté soit comme ministre de l'Intérieur dans un éventuel gouvernement conservateur après les élections du 3 mai, soit comme secrétaire pour l'Irlande du Nord. Il n'était pas étranger à la décision du gouvernement de Callaghan d'augmenter le nombre des députés d'Ulster, décision favorisant les fascistes protestants. Il était un farouche partisan du maintien des troupes d'occupation britanniques en Irlande du Nord.

Callaghan et son opposition, tous d'accord pour opprimer le peuple irlandais, ont condamné cet attentat. Ainsi, avant même l'ouverture de la campagne électorale, l'IRA a employé la manière forte pour rappeler à la classe politique britannique la poursuite de la lutte du peuple irlandais contre l'occupation.

Paddy
Mc LAUGHLIN

Les étudiants d'Angers contre le démantèlement de l'université

Une journée d'action des étudiants s'est déroulée jeudi à Angers. Ceux-ci entendaient s'opposer au démantèlement de leur université et demandaient la prise en compte des revendications suivantes :

- Construction immédiate de bâtiments, en lettres, en droit, en sciences-éco, IUT d'agronomie.
- Le transfert des charges à l'Etat pour la médecine.
- La construction d'un troisième restaurant universitaire.
- Aucune restriction aux habitations et création des deuxième et troisième cycle dans les UER concernées.
- Augmentation de la masse budgétaire.
- Création de postes d'enseignants et de personnel universitaire.
- Abrogation de la circulaire Bonnet contre l'expulsion des étudiants étrangers.

Ils ont insisté sur le fait que c'est bien la politique de restructuration des universités du gouvernement qui est en cause. En effet : «Celle-ci vise à étouffer les petites universités comme Angers au

profit des facs d'élite où la sélection sera renforcée, et a également pour but de restreindre le nombre des étudiants. Beaucoup d'entre eux risquent donc de se retrouver au chômage».

Une assemblée générale, qui le matin réunissait quelque 200 personnes, a pris la décision d'aller à la porte des lycées et dans les restaurants universitaires pour informer et sensibiliser étudiants et lycéens sur le problème du démantèlement. Cette proposition a été jugée positive dans l'ensemble, bien que la mobilisation ait été assez restreinte. Comme le disait un étudiant : «Cette initiative a permis d'informer beaucoup de lycéens qui sont les futurs étudiants, et de leur montrer que s'ils vont à l'université, ils auront une lutte à mener».

L'après-midi, après une courte assemblée générale, les étudiants au nombre de 400, sont partis en manifestation autour de la ville, s'arrêtant notamment à la préfecture. Manifestation marquée par l'encerclement d'une voiture de R.G. qui voulait couper la manifestation : les étudiants réagirent en entourant la voiture de papiers

de scotch aux cris de : «Il n'y a pas de chômage pour les R.G., laissez-les vivre», etc...

Ensuite la manifestation s'est dirigée vers la place du centre-ville, où elle s'est terminée vers 17 heures. Beaucoup d'étudiants en sont partis plus ou moins déçus et perplexes sur la suite du mouvement : «Tu verras, demain, les cours reprendront», disaient certains.

C'est vrai que la mobilisation (assez tardive d'ailleurs) sur une seule journée d'action, (notons qu'il n'y avait aucun syndicat présent, ni les deux UNEF ni le MAS) ne pouvait suffire à motiver la majorité des étudiants. C'est un peu ce que reprenait un étudiant, en faisant le bilan de la journée : «Je crois que sur une seule journée on ne peut pas faire grand-chose. Il faut en faire d'autres, il faut faire d'autres actions avec les lycéens car ils iront en faculté après : ils sont donc largement concernés. Je ne vois pas d'autre possibilité pour continuer le mouvement».

CAEN : UN EMPLOYÉ DE CARREFOUR FAIT LA GREVE DE LA FAIM

Depuis 10 jours, un employé de Carrefour à Hérouville près de Caen, fait la grève de la faim. Il a été accusé par la direction de ce magasin d'avoir mangé 4 croissants. Tous les soirs un meeting rassemble 400 personnes qui viennent pour le soutenir.

Ce samedi, c'est plus de 1 000 personnes qui se sont rassemblées à l'appel des syndicats et qui ont occupé l'entrée principale du magasin. Nous en rendrons compte dans notre prochaine édition.

ITALIE : PLUS DE GOUVERNEMENT

Le gouvernement Andreotti a été mis en minorité au Sénat italien par 150 voix contre 149. Il semble en fait qu'il n'ait rien fait pour empêcher cette issue. Il continuera à expédier les affaires courantes en attendant les élections anticipées, qui doivent se dérouler le 10 juin prochain.

JUGEMENTS EN FLAGRANT DELIT APRES LES INCIDENTS DU 23 MARS

7 personnes arrêtées après les incidents du 23 mars devaient passer en procès ce lundi, et cinq autres mardi. Toutes sont actuellement détenues ; elles sont inculpées de violation de la loi «anti-casseur». Mercredi doit venir comparaître douze militants de la Fédération Anarchiste arrêtés «préventivement» : le chef d'inculpation est, outre la loi «anti-casseur», le port d'arme prohibé : il s'agit en l'occurrence de... drapeaux dont la hampe est soupçonnée d'intentions contondantes.

LES HABITANTS DE CHOOZ (Ardennes) SEQUESTRENT LEUR MAIRE

Des habitants de Chooz (Ardennes) ont séquestré le maire samedi jusqu'à une heure du matin. Ils veulent obtenir des garanties de sécurité au sujet de la centrale nucléaire qui y est installée. «Nous avons eu très peur, à la suite de l'accident de Pennsylvanie. Nous avons la preuve que nos craintes n'étaient pas illusoires».

Le 4 mars dernier, les habitants de Chooz, lors d'un référendum municipal, avaient rejeté par 240 voix contre 133, le projet de l'implantation d'une deuxième centrale.

Assises RPR

CRIS ANTIGISCARDIENS

Être ou ne pas être dans la majorité, c'est le dilemme qui est à la base de l'inconfort de la position politique de Chirac. Les assises RPR tenues ce samedi à Paris, n'ont pas échappé à la règle des prestations chiraquiennes.

On a entendu des propos peu amènes à l'égard du gouvernement, accusé par Chirac de mener une politique «trop brutale quand elle purge, trop équilibrée pour créer et trop timorée pour imaginer». Quelques couplets démagogiques contre «la France des usines qui ferment (...), la France qui imite et se soumet». Et une envolée contre la politique européenne de Giscard, caractérisant l'Europe des Neuf comme «dominée par les intérêts germano-américains (...) où les sociétés multinationales dictent leur loi aux États».

nales. dictent leur loi aux États».

Pasqua aura, comme il se doit, lancé une de ces «petites phrases» qui font les délices des commentateurs, parlant du «fascisme sournois» de l'État UDF. Mais en attendant, Chirac a rappelé qu'il ne provoquerait pas la chute du gouvernement : «Ce serait trahir cette volonté exprimée par une majorité de Français que de ne pas permettre au gouvernement de la France de gouverner et de faire ainsi, en le censurant, le jeu d'un marxisme désavoué par le suffrage mais toujours prêt à prendre sa revanche». Beaucoup de bruit pour pas grand chose.

Précisons enfin que Chirac a été réélu président du RPR avec 97 % des suffrages. Mais ce n'était pas une surprise.

«L'ENFLURE»

Barre a commenté dimanche soir au Club de la Presse, les propos de Chirac, dont il ne s'est pas déclaré surpris. Il a relevé «dans la forme une outrance et une enflure particulière. Il y a deux types d'éloquence : celle qui procède de l'esprit et du cœur et celle qui procède des effets de menton. C'est de ce deuxième type que nous avons eu l'illustration».

Quant aux accusations de fascisme, formulées par Pasqua, il a considéré que «M. Pasqua a regardé dans la mauvaise direction». Ce qui n'est pas tout à fait faux.

Congrès du PS MITTERRAND PART GAGNANT

Le congrès du PS qui débutera vendredi prochain à Metz, se présente sous un jour favorable pour Mitterrand. A l'issue du vote des militants, sa motion a obtenu un peu plus de 40 % des voix. Defferre, dont la motion a obtenu 7,8 % des voix, devrait assurer au premier secrétaire le soutien de l'essentiel des voix des Bouches-du-Rhône. Mitterrand est donc en mesure d'obtenir quasiment à lui seul la majorité des mandats.

La motion Rocard obtient 20,4 % des mandats. C'est ce que son chef de file espérait. Mauroy se fait durement ébrécher, n'obtenant que 13,6 % des voix : on notera qu'il n'est même pas majoritaire dans sa fédération du

Nord, où il ne réunit que 39,9 % des mandats (9,1 % pour Rocard). Le CERES est en net recul, n'atteignant que 14,4 % des mandats (il en avait près de 25 % au congrès précédent) ; l'une des causes de ce recul (mais non la seule) réside dans les scissions qu'a connues ce courant en décembre dernier.

La tendance dissidente du CERES, menée par Pierret, n'obtient que 3,2 % des mandats ; elle ne sera donc pas représentée dans les organismes de direction (il faut 5 % pour y prétendre), pas plus que la motion «féministe» qui n'obtient que 0,3 % des voix. Rappelons que le courant «femmes» du PS s'était trouvé laminé par le

fait que sa principale animatrice, Françoise Gaspard, avait rallié le courant Rocard.

Mitterrand a, sans doute, joué sur son image de «rassembleur» indispensable à l'unité du parti, dans ce congrès où l'affrontement paraît confus à nombre de militants. Il a pu, après le net succès du PS aux élections cantonales, se présenter en position de force. Il devra néanmoins s'allier à d'autres courants pour obtenir une majorité suffisamment large dans son parti : les deux possibilités restent ouvertes, l'alliance avec Mauroy-Rocard ou avec le CERES. Quel que soit le cas de figure, Mitterrand abordera cette alliance en position d'imposer l'essentiel de ses vues.

● Malte : évacuation de la base militaire britannique

L'armée britannique a évacué samedi 31 mars la dernière des bases dont elle disposait dans l'île de Malte. Le départ s'est fait conformément à un accord que la Grande-Bretagne avait dû accepter. L'évacuation de cette base a été l'occasion d'une importante cérémonie dans la capitale de Malte, La Valette. Le gouvernement de Malte a pris position pour la neutralité et la démilitarisation de l'île et a pris de nombreuses initiatives en faveur de la démilitarisation de la Méditerranée.

ATTENTAT CONTRE LE MATIN

Un attentat d'origine fasciste a été commis dans la nuit de vendredi à samedi contre le journal *Le Matin*. Deux engins incendiaires ont été lancés contre la façade du journal, causant peu de dégâts. L'attentat a été revendiqué par une «*ligue des combattants français contre l'occupation juive*».

Communiqué de presse du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Le gouvernement Giscard-Barre vient de franchir un nouveau pas dans les atteintes aux libertés démocratiques. En donnant ordre aux préfets d'interdire les manifestations dans le centre des villes, si toutes les garanties de sécurité n'étaient pas réunies, c'est au droit de manifestation que Giscard s'attaque.

Giscard a pris comme prétexte les incidents apparus dans la manifestation du 23. Mais aucun prétexte ne saurait faire oublier que lors de la manifestation du 23, c'est la police qui a provoqué de manière incessante les travailleurs.

Le droit de manifestation est un acquis de la lutte des travailleurs. Les déclarations de Giscard viennent de rappeler que la bourgeoisie, comme dans d'autres domaines, cherche à revenir sur cet acquis. S'appuyant sur les consignes de l'Elysée, les préfets pourront sélectionner à leur guise les manifestations acceptables et celles qui ne le sont pas. Et on sait ce que sera leur choix : les manifestations où toutes les garanties ne seront pas réunies, ce seront les manifestations des travailleurs combattifs, ce seront les manifestations des révolutionnaires.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Giscard a choisi cette période pour s'attaquer au droit de manifestation. Cette mesure participe de l'offensive frontale développée par la bourgeoisie contre les travailleurs. La colère des ouvriers de la sidérurgie en Lorraine et à Denain, s'est justement exprimée avec force et détermination. C'est à ces travailleurs victimes de la violence des licenciements que Giscard tente aussi d'arracher le droit élémentaire de manifestation.

Le PCR ml dénonce avec vigueur l'intolérable atteinte au droit de manifestation. Il appelle tous les travailleurs à réagir vigoureusement aux tentatives giscardiennes de remettre en cause les droits acquis.

● Iran : proclamation de la république islamique

Boycott au Kurdistan et au Turkménistan

Les résultats officiels n'étant connus que dans plusieurs jours, il apparaît d'ores et déjà que le référendum obtient — sans surprise — une majorité écrasante de oui : 98 %.

L'ayatollah Khomeiny, dans un communiqué à la radio, a annoncé que ce référendum «consacrait la chute de la monarchie».

La mise en place de nouvelles institutions devrait donc s'accélérer. Des élections à une assemblée constituante vont bientôt avoir lieu, selon la déclaration, dimanche d'un porte-parole officiel.

Toutefois le régime islamique se trouve confronté à l'opposition de tous ceux qui refusent sa domination religieuse.

De plus la situation est tendue dans le Nord du pays où le boycott a été largement suivi au Kurdistan (80 % d'abstentions) et au Turkménistan où la révolte qui dure depuis une semaine semble se poursuivre par de durs affrontements. Selon un blessé hospitalisé à Sari, il y aurait une centaine de morts.

● Allemagne : débat sur la prescription des crimes de guerre

La semaine dernière, le Bundestag a ouvert un débat sur la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre nazis. Helmut Schmidt, après avoir affirmé qu'à titre personnel, il était opposé à la prescription des crimes de guerre, s'est refusé à donner des consignes de vote obligatoires aux députés du groupe du SPD.

On sait que la vie politique allemande a été émaillée de découvertes d'anciens responsables nazis parmi les juges, les enseignants, les hauts fonctionnaires, les patrons et les dirigeants politiques. Le plus célèbre fut en 1966 le Chancelier Kiesinger. L'année dernière, c'est le ministre de la Justice de Basse-Saxe, Filbinger, qui avait été démasqué. L'attitude ambiguë du chancelier allemand lui permet donc de ne pas prendre de risques et de garder les voix d'un certain nombre de nostalgiques du nazisme qui peuvent voter socialiste.

TRIBUNE LIBRE



la parole au
Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
mercredi 4 avril à 18 h 55